

Au Journal officiel du 24 au 30 novembre 2018

03/12/2018

Au Journal officiel du 24 au 30 novembre 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 24 novembre 2018 :

- LOI n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant **évolution du logement, de l'aménagement et du numérique** . – *Modification du Code de l'urbanisme, du Code de l'environnement, du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du Code général des collectivités territoriales, du Code de la construction et de l'habitation, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code général des impôts, du Code du patrimoine, du Code de l'énergie, du Code de la consommation, du Code monétaire et financier, du Code de la sécurité sociale, du Code des juridictions financières, du Code de l'action sociale et des familles, du Code du tourisme, du Code de commerce, du Code pénal, du Code de la santé publique, du Code des procédures civiles d'exécution, du Code des postes et des communications électroniques, du Code civil et de plusieurs textes non codifiés.* – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur différée (cf. notamment art. 80, V [1er janvier 2019] ; art. 162, II [1er janvier 2019 et 1er janvier 2020], art. 175, II [conditionnée avec date butoir au 23 novembre 2019], art. 179, III [1er janv. 2021] ; art. 194, VI [1er mars 2019]) ;*
- Décret n° 2018-1022 du 22 novembre 2018 **fixant certains compléments et adaptations du code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière d'utilisation et de règles de circulation d'équipements de travail mobiles et abrogeant le titre « véhicules sur piste » du règlement général des industries extractives** . – *Modification du Code du travail et du décret n° 80-131 du 7 mai 1980.* – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 8) ;*
- Décret n° 2018-1025 du 22 novembre 2018 modifiant le décret du 17 juin 1938 **relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins** . – *Modification de du décret du 17 juin 1938 ;*
- Arrêté du 22 novembre 2018 **abrogeant certaines dispositions relatives aux véhicules sur piste dans les industries extractives** . – *Abrogation de l'arrêté du 12 mars 1984.* – *Ce entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 14 novembre 2018 **fixant le montant de l'allocation viagère après indexation sur l'évolution annuelle des prix à la consommation des ménages (hors tabac) ;**
- Arrêté du 14 novembre 2018 **fixant le montant de l'allocation de reconnaissance après indexation sur l'évolution annuelle des prix à la consommation des ménages (hors tabac) ;**
- Arrêté du 10 octobre 2018 **fixant pour 2015 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante ;**
- Arrêté du 10 octobre 2018 **fixant pour 2016 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante ;**
- Arrêté du 14 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2012 modifié fixant les **conditions de reconnaissance et d'échange des permis de conduire délivrés par les États n'appartenant ni à l'Union européenne, ni à l'Espace économique européen** . – *Modification de l'arrêté du 12 janvier 2012 ;*

Au JO du 25 novembre 2018 :

- Décret n° 2018-1027 du 23 novembre 2018 portant **publication de la décision portant sur l'exclusion de petites quantités de substances nucléaires en dehors d'une installation nucléaire du champ d'application de la convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (ensemble une annexe)**, adoptée par le Comité de direction de l'Agence pour l'énergie nucléaire, à Paris le 3 novembre 2016 ;
- Décret n° 2018-1028 du 23 novembre 2018 portant **publication du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme**, signé à Riga le 22 octobre 2015. – *Convention du Conseil de l'Europe publiée par décret n° 2008-1099 du 28 octobre 2008* ;
- Décret n° 2018-1029 du 23 novembre 2018 relatif aux **comités ministériels de transaction**. – *Modification du Code des relations entre le public et l'administration*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1^{er} février 2019 (cf. art. 3)* ;
- Décret n° 2018-1030 du 23 novembre 2018 relatif aux **sapeurs-pompiers volontaires, membres du service de santé et de secours médical du service départemental d'incendie et de secours**. – *Modification du Code de la sécurité intérieure et du Code général des collectivités territoriales* ;
- Arrêté du 20 novembre 2018 **fixant la date d'effet de la nouvelle procédure d'admission à la retraite à l'égard des fonctionnaires civils et militaires relevant de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre**.

Au JO du 27 novembre 2018 :

- Décret n° 2018-1033 du 26 novembre 2018 **fixant pour les années 2018 et 2019 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire et d'assurance invalidité-décès des professions libérales et pour l'année 2018 le coefficient de référence du régime d'assurance vieillesse complémentaire des artistes et auteurs relevant de l'article L. 382-1 du Code de la sécurité sociale**. – *Modification du décret n° 2017-730 du 3 mai 2017* ;
- Décret n° 2018-1036 du 26 novembre 2018 **pris pour l'application des articles L. 3141-2 et L. 3142-2 du Code des transports**. – *Modification du Code des transports*. – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 3)*.

Au JO du 28 novembre 2018 :

- Arrêté du 22 novembre 2018 relatif au **contrat type de praticien territorial médical de remplacement pris en application de l'article R. 1435-9-51 du Code de la santé publique**. – *Abrogation de l'arrêté du 3 mai 2017* ;
- Arrêté du 26 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2016 portant **nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'État**. – *Modification de l'arrêté du 20 décembre 2016* ;
- Arrêté du 17 septembre 2018 portant **création d'un traitement automatisé d'informations nominatives relatives à l'ouverture d'un site internet dénommé « Air@ble »** ;
- Arrêté du 13 novembre 2018 relatif au **certificat de limitation de nuisances des aéronefs civils qui ne relèvent pas du règlement (UE) n° 2018/1139 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2018**. – *Abrogation de plusieurs textes non codifiés* ;

Au JO du 29 novembre 2018 :

- Arrêté du 16 novembre 2018 **fixant les conditions d'agrément de la téléprocédure de demande d'inscription en ligne sur les listes électorales et les listes électorales complémentaires** . – *Abrogation de l'arrêté du 29 août 2011. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 6) ;*
- Arrêté du 16 novembre 2018 portant **définition des conditions d'accès des électeurs aux données et informations du répertoire électoral unique les concernant dans le cadre d'une téléprocédure** . – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 6) ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Conseil d'État, avis n° 422205 du 12 novembre 2018** : articles 1600-0 C, 1600-0 G, 1600-0 F bis, 1600-0 S du Code général des impôts et de l'article L. 14-10-4 du Code de l'action sociale et des familles.

Au JO du 30 novembre 2018 :

- Décret n° 2018-1045 du 28 novembre 2018 relatif aux **véhicules de transports urbains de personnes** . – *Modification du Code de la route ;*
- Arrêté du 26 octobre 2018 portant **modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et approbation d'une version modifiée des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du Code de l'environnement** . – *Modification de l'arrêté du 22 décembre 2010, de l'arrêté du 23 décembre 2010, de l'arrêté du 15 février 2012, de l'arrêté du 19 février 2013, de l'arrêté du 19 juin 2014, de l'arrêté du 22 décembre 2015. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur différées au 1er janvier 2019, au 1er janvier 2020 et au 1er janvier 2021 (cf. art. 9) ;*
- Décret n° 2018-1046 du 28 novembre 2018 relatif au **régime d'autorisation des établissements de santé et des laboratoires de biologie médicale pour la pratique du diagnostic prénatal** . – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2018-1047 du 28 novembre 2018 relatif aux **conditions de publication des instructions et circulaires** . – *Modification du Code des relations entre le public et l'administration. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 7) ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision nos 412177 et autres du 26 novembre 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** :

« Le décret n° 2017-887 du 9 mai 2017 relatif à l'organisation financière de certains régimes de sécurité sociale (NOR : AFSS1707054D) est annulé en tant que l'article R. 623-7 nouveau qu'il insère dans le code de la sécurité sociale comporte une deuxième phrase à son deuxième alinéa et que son article 4 ne prévoit pas de possibilité d'adapter l'application des obligations qu'il impose à la situation particulière de chacun des régimes considérés. »

La Rédaction législation